SEANCE DU CONSEIL GENERAL DES 29 ET 30 MAI 2017**Point 6 de l'ordre du jour****Adoption de la révision du Règlement communal sur la détention et l'imposition des chiens****I. Introduction**

Le Règlement sur la détention et l'imposition des chiens, actuellement en vigueur, a été adopté par le Conseil général le 25 mai 2009. Diverses modifications de la Loi cantonale sur la détention des chiens (LDCh) et de son Règlement d'exécution (RDCh), entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2017, nécessitent d'adapter le règlement communal.

II. Modifications

Les modifications apportées sont les suivantes :

- Banque de données (art. 2 et 11) : le Conseil d'Etat a décidé de changer de banque de données pour le recensement des chiens (art. 17 LDCh). Le règlement communal ne la cite plus nommément mais renvoie à l'art. 4 RDCh qui la cite : en cas de nouveau changement, il ne sera pas nécessaire de réviser le règlement communal.
- Les chiens d'aide ainsi que ceux utilisés lors d'interventions de la police, de la douane, de l'armée et d'agents de sécurité ne peuvent pas être interdits ou obligatoirement tenus en laisse dans les lieux soumis à restrictions (art. 7).
- Au lieu de fixer le montant annuel de l'impôt sur les chiens, la nouvelle disposition donne la compétence au Conseil communal de le décider dans la limite du montant maximal de Fr. 120.-- (art. 12).
- Les chiens de protection des troupeaux ne sont pas soumis à l'impôt sur les chiens (art. 13).
- La patente pour commerce de chiens a été supprimée, ce qui entraîne l'abrogation des clauses relatives à l'impôt en la matière.
- Art. 14 nouveau, émolument : donne la compétence au Conseil communal de décider d'un émolument de chancellerie.
- L'art. 19, voies de droit, précise les délais, différents en matière de réclamation, d'impôts et d'amendes.

III. Conclusion

Le Conseil communal invite le Conseil général à adopter le Règlement sur la détention et l'imposition des chiens, révisé tel qu'il lui est présenté.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

**Le Syndic
Jacques Morand**

**Le Secrétaire général
Jean-Marc Morand**

Annexe : Règlement sur la détention et l'imposition des chiens